



Déclaration liminaire
au CHSCT du 27 mars 2018

Monsieur le Président,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour le premier CHSCT de l'année 2018. Solidaires Finances aimerait profiter de cette occasion pour rappeler quelques points qui nous semblent importants.

Pour nous, la DGFIP, notamment dans le cadre de la mise en place de ses différentes réformes, se doit d'appréhender le travail dans toutes ses dimensions et replacer l'humain au centre de ses réflexions. Les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, le mode de management, l'absence de visibilité avec CAP 22, le manque de reconnaissance (gel du point d'indice, jour de carence, etc) et la hausse des charges sont les causes profondes du développement des risques psychosociaux (RPS) dans notre administration.

Malheureusement les annonces récentes faites par le Directeur Général, ne nous engagent pas à l'optimisme, bien au contraire. Si l'objectif de CAP 22 est de nous dire : pour améliorer vos conditions de travail, nous allons vous enlever des missions ou en abandonner, vous comprendrez, monsieur le Président, que ce raisonnement ne nous convient pas. Nous exigeons que la DGFIP garde l'ensemble de ses missions, avec les moyens de les réaliser et avec des charges de travail acceptables pour tous.

Au vu des chiffres de la grève du 22 mars, avec pour rappel plus d'un agent sur trois en grève au niveau national comme local, le gouvernement ne peut rester insensible à nos revendications légitimes.

Solidaires Finances et Solidaires Finances Publiques prendront toutes leurs responsabilités dans les luttes à venir pour défendre notre vision du service public et de la DGFIP et ainsi combattre des arbitrages qui s'annoncent déjà désastreux pour l'avenir de notre administration et de ses agents.

Pour l'année 2018, nous déplorons une nouvelle fois que le budget mis à la disposition du CHSCT soit en baisse, alors que les demandes de nos collègues sont de plus en plus nombreuses. Ceci risque de nous obliger à faire des choix compliqués.

Pour autant, Solidaires Finances se félicite que les RPS fassent partie des priorités de la note d'orientation 2018, ainsi que le remplacement des fiches d'impacts qui n'avaient que peu d'intérêt par un réel dossier « de prise en compte des conditions de travail dans les projets ».

Les représentants Solidaires Finances au CHSCT de l'Eure.